

LES GRANDS ENJEUX

Comprendre le monde - la société



Affichez ces pages

la compréhension, c'est contagieux!



COMITÉ DE SOLIDARITÉ
TROIS-RIVIÈRES
www.cs3r.org

Finances publiques

D'autres choix sont possibles!

Il paraîtrait que les finances du Québec vont mal. C'est le premier ministre Jean Charest et son ministre des Finances qui le disent depuis des mois. Ils ont même demandé à quatre économistes de siéger sur un comité consultatif pour confirmer leur diagnostic et proposer des solutions visant à éliminer d'ici 2013-2014 le déficit de près de 5 milliards \$ par année que nous laisse la récession.

Tout le monde sait que pour équilibrer son budget il y a deux façons : soit on augmente ses revenus, soit on diminue ses dépenses. Mais il semble que pour le gouvernement du Québec et son comité consultatif, il n'y aurait qu'une seule façon d'équilibrer les finances du Québec : aller chercher l'argent dans les poches de la classe moyenne et des démunis en augmentant la TVQ et la tarification de plusieurs services. Plusieurs économistes doutent que la situation soit aussi dramatique (www.economieautrement.org). Quoiqu'il en soit, s'il faut assainir les finances publiques, se pourrait-il que le gouvernement puisse faire d'autres choix?

« Il y a une chose pire que de payer l'impôt sur le revenu, c'est de ne pas en payer. »
Lord Dewart

LES SOLUTIONS DE JEAN CHAREST



Un comité « consultatif » aux idées connues d'avance

Jean Charest et son ministre des Finances Raymond Bachand, ont confié à quatre économistes la tâche de dresser le portrait des finances publiques du Québec et d'identifier des solutions pour assurer l'équilibre budgétaire. On se serait attendu à ce que le gouvernement consulte des personnes ayant des visions différentes les unes des autres afin d'arriver à des solutions plus équilibrées. Mais il a plutôt choisi des gens qui pensaient tous la même chose et dont il savait qu'ils arriveraient aux mêmes conclusions que les siennes. Les **Claude Montmarquette**, **Robert Gagné**, **Pierre Fortin** et **Luc Bérubé** sont connus pour être des adeptes de la tarification, de la taxation, de la diminution de la taille de l'État et du recours accru au secteur privé qui l'accompagne. Et puisque le ministre des Finances assure lui-même la co-présidence du comité, on comprend dès lors qu'on se livre à un exercice visant à nous faire accepter de force des solutions connues d'avance, plutôt qu'à un exercice véritablement rigoureux.

Crise des finances publiques? Vraiment?

Depuis plusieurs mois, le gouvernement Charest et son comité consultatif, des dirigeants de grandes banques et de multinationales, et ceux qu'on appelle « les lucides », ne cessent de nous dépeindre une situation financière désastreuse. La dette serait devenue insoutenable, les Québécois ne seraient pas assez productifs, nous ne créerions pas assez de richesse, le gouvernement n'aurait plus les moyens de financer les services publics et le déficit serait catastrophique. Bref, à les entendre, si rien n'est fait, ce sera l'apocalypse. Mais est-ce vraiment le cas? Heureusement, tous les économistes ne partagent pas ce point de vue. C'est ainsi qu'en regardant différemment les chiffres, on peut se rendre compte de plusieurs choses.



A **Moins endettés qu'avant!**

Par rapport au produit intérieur brut (PIB), le poids de la dette du Québec diminue constamment depuis quelques années et se situe bien en deçà de la moyenne des pays de l'OCDE. En réalité, au chapitre de la dette, le Québec est plutôt un bon élève (voir *Les Grands enjeux de février 2010* sur www.lagazette.ca).

Pourquoi nous dire alors que la dette est insoutenable?

Paridi les solutions équitables

1) Éliminer les paradis fiscaux

C'est un fait connu que la majorité des gens fortunés et des grandes entreprises utilisent des paradis fiscaux pour éviter de payer leur juste part d'impôt. Les paradis fiscaux feraient perdre aux états environ 3% de leur produit intérieur brut (PIB) en recettes fiscales. Pour le Québec, il s'agit d'une coquette somme d'environ **8 milliards \$** par année.

2) Les bonis des dirigeants d'entreprises et de banques

Alors que pour les contribuables « ordinaires », le revenu (salaires, augmentations, bonis etc...) est imposable à 100%, d'autres « catégories de contribuables » disposent de revenus dont seulement la moitié est imposable. Notamment les centaines de milliers de dollars, voire les millions, versés sous forme « d'options d'achat d'actions » aux dirigeants de banques, de fonds de placement et de grandes entreprises. Cette iniquité prive les gouvernements de près de **2 milliards \$** de revenus par année.

3) La taxe sur le capital pour les entreprises financières

Le gouvernement du Québec a décidé d'abolir d'ici 2011 la taxe sur

14,2 milliards \$ de marge de manœuvre

En remettant à l'avant les valeurs de solidarité plutôt que celles du « chacun-pour-soi », en considérant les gens comme des citoyens plutôt que comme des clients ou des consommateurs, en faisant la promotion du « bien commun » plutôt que celui du bien d'une minorité d'égoïstes, le Québec pourrait faire des choix nettement plus équitables. Ainsi, le gouvernement n'aurait pas besoin d'augmenter la TVQ, ni les tarifs d'électricité, ni les frais à l'université. Ces choix courageux permettraient aussi de redresser la situation précaire de nos services publics de santé et d'éducation par exemple.

le capital des entreprises. Une telle taxe peut parfois être un frein au développement d'entreprises qui doivent investir dans des équipements de production, mais il en va tout autrement pour celles qui font de l'argent avec de l'argent. En maintenant la taxe sur le capital pour les entreprises financières comme les banques par exemple, le gouvernement pourrait récupérer chaque année environ **500 millions \$**.

4) L'impôt pour les revenus de plus de 115 000 \$

Les baisses d'impôt consenties au cours de la dernière décennie ont surtout favorisé les particuliers aux plus haut revenus. Le Québec pourrait récupérer une partie de ces recettes fiscales en imposant à 28% plutôt qu'à 24%, la tranche de revenus des particuliers qui dépasse 115 000 \$. Si on ajoute à cette mesure un plafond de 10 000 \$ pour les contributions aux REER, le Québec récupérerait ainsi **533 millions \$** par année.

5) Une redevance sur l'eau

Les compagnies minières et manufacturières font des profits en utilisant et en gaspillant l'eau, une ressource qui appartient à la collectivité et qui est essentielle à la vie. Une redevance minimale de 1 sou pour chaque litre d'eau utilisé par ces entreprises permettrait



d'ajouter chaque année **775 millions \$** dans les coffres du Québec en plus d'encourager le développement de pratiques industrielles plus écologiques.

6) Les subventions aux entreprises

En réduisant de 20% les subventions aux entreprises et en soutenant seulement celles qui en ont vraiment besoin, le Québec récupérerait chaque année **1,2 milliard \$**.

7) Les redevances des compagnies minières

En obligeant les Cies minières à assumer les coûts financiers de décontamination des sites exploités et en augmentant les redevances qu'elles doivent payer à l'État, **340 millions \$** s'ajouteraient aux coffres du gouvernement.

8) Le fonds des générations

En annulant le versement prévu dans le fonds des générations pour diminuer la dette, on récupérerait **880 millions \$**.

490 milliards \$

C'est la somme que prévoit consacrer Ottawa aux dépenses militaires d'ici 20 ans.

Bien qu'il s'agisse d'une compétence fédérale, il reste qu'une partie des impôts que les Québécois paient à Ottawa servent à des dépenses militaires au lieu d'être investis en santé ou en éducation. Sur ces 490 milliards \$ prévus en dépenses militaires, 113 milliards \$ proviendront des impôts des Québécois. En ramenant le budget militaire canadien à 11,3 milliards, comme en 1997, le fédéral pourrait transférer au moins 10 milliards \$ par année aux provinces pour les services sociaux. Pour le Québec, cela représente une somme annuelle d'environ 2,3 milliards \$.

Le chiffre du mois



Lisez les autres pages de la série « Les grands enjeux »

www.lagazette.ca

dans la section

« Les grands enjeux »

Publié par le Comité de Solidarité/Trois-Rivières, un organisme sans but lucratif indépendant, en collaboration avec La Gazette de la Mauricie, grâce à des dons de citoyens et de citoyennes de la Mauricie.

Pour réagir ou faire un commentaire à propos du contenu de ces deux pages, faites-le par courriel à :

grandsenjeux@cs3r.org

(819) 373-2598

B De la richesse, il y en a!

Mis à part en 2009, crise économique oblige, le produit intérieur brut (PIB) du Québec augmente constamment. Nous produisons donc de plus en plus de richesses. Mais, en raison des baisses d'impôts successives consenties depuis dix ans, le gouvernement du Québec se prive aujourd'hui d'un revenu annuel récurrent de 10 milliards \$. En l'absence de ces baisses d'impôt le gouvernement se retrouverait donc aujourd'hui avec un surplus de 5 milliards \$ au lieu d'un déficit du même montant.

Pourquoi nous faire croire alors que nous n'avons plus d'argent?

C Certains en veulent toujours plus!

Depuis le début des années 80, les individus très riches et les grandes sociétés ne cessent de réclamer des baisses d'impôts pour favoriser la productivité et créer « enfin » de la richesse qu'on pourrait alors redistribuer à l'ensemble des citoyens. Résultat : bien que la richesse augmente celle-ci est de plus en plus concentrée entre les mains d'une infime minorité très privilégiée, les baisses d'impôts profitant d'abord aux meilleurs revenus de même qu'aux grandes entreprises. Cette nouvelle richesse que nous contribuons tous à créer, loin de profiter à tout le monde prend souvent le chemin des paradis fiscaux au détriment de nos services sociaux de santé et d'éducation par exemple.

Alors, pourquoi ne pas obliger tout le monde à payer sa juste part?

Pour en savoir plus et pour agir

Économie Autrement.org - www.economieautrement.org

Oikos Blogue - www.oikosblogue.coop

Éditions Vie Économique - www.eve.coop

Campagne « CouragePolitique.org » - www.couragepolitique.org

Pétition pour la réduction des dépenses militaires

Pour dire au gouvernement fédéral que la hausse des dépenses militaires est un gaspillage et que l'argent des contribuables serait mieux investi dans la création d'emplois, dans la santé, l'éducation et dans la lutte contre la pauvreté.

www.stopponslesdepensesmilitaires.com

Vous pouvez faire un don à l'organisme pour qu'il puisse continuer sa mission d'éducation et de sensibilisation en envoyant un chèque à :

CSTM – Fonds de Charité

942, Ste-Geneviève, Trois-Rivières (Qc) G9A 3X6